

Autour de la compétitivité

Michel Husson, IRES, mars 2011*

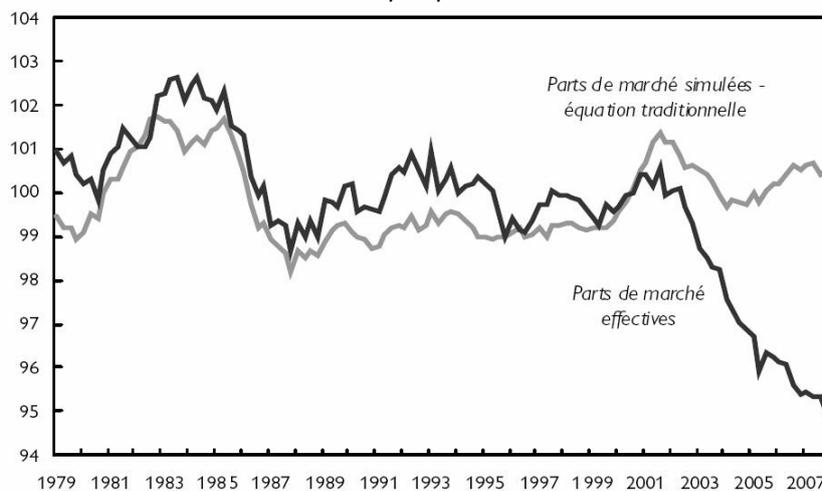
hussonet@free.fr

I. Compétitivité française : pistes pour un diagnostic

L'énigme des parts de marché

Le recul des parts de marché de la France à partir de 2002 est en réalité une énigme. Cette inflexion ne peut en effet être expliquée avec les arguments traditionnels : ni par une perte de compétitivité-prix, ni par un décrochage systématique par rapport à la demande mondiale (graphique 1). Il faut chercher ailleurs.

Graphique 1

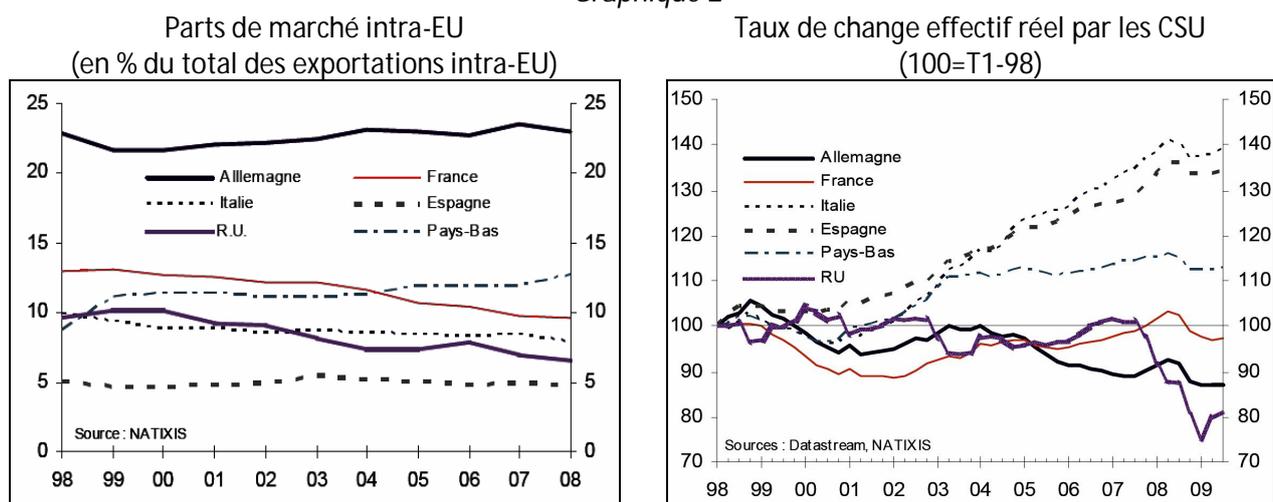


2000 = 100. Source : Marion Cochard, « Le commerce extérieur français à la dérive ? », *Revue de l'OFCE* n°106, Juillet 2008.

Ce « mystère » n'est pas propre à la France : « l'évolution récente des parts de marché intra-UE n'a rien à voir avec la compétitivité coûts », comme le soulignent Sylvain Broyer et Costa Brunner (*Flash* n°198, Natixis, 27 avril 2010). La part de marché de la France diminue, alors que sa compétitivité-coûts est stable. En dépit d'une forte baisse de compétitivité, les Pays-Bas gagnent en part de marché et l'Espagne maintient la sienne, tandis que la forte dévaluation de la livre est sans effet sur la part de marché du Royaume-Uni, qui continue de baisser. Seuls l'Italie et l'Allemagne sont conformes au modèle, leurs parts de marché évoluant en sens inverse de leur compétitivité (voir graphique 2 ci-dessous).

* note pour la Mission d'information sur la compétitivité de l'économie française et le financement de la protection sociale.

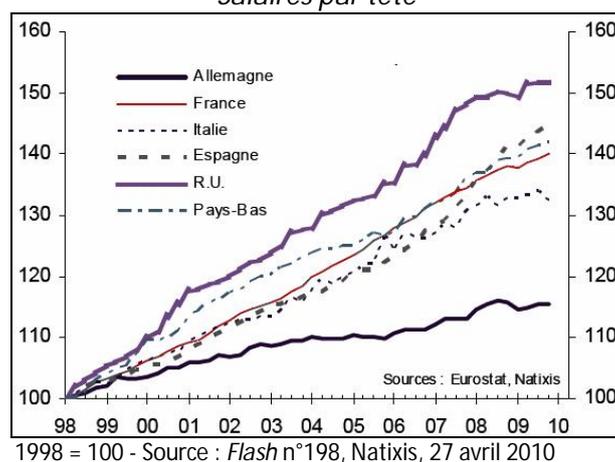
Graphique 2



Source : Flash n°198, Natixis, 27 avril 2010

Concernant l'évolution des salaires, la France se situe à mi-chemin entre l'Allemagne et le Royaume-Uni, au voisinage de l'Italie, l'Espagne et les Pays-Bas (graphique 3). A l'intérieur de la zone euro, le phénomène majeur est bien la faible progression du salaire par tête en Allemagne.

Graphique 3
Salaires par tête



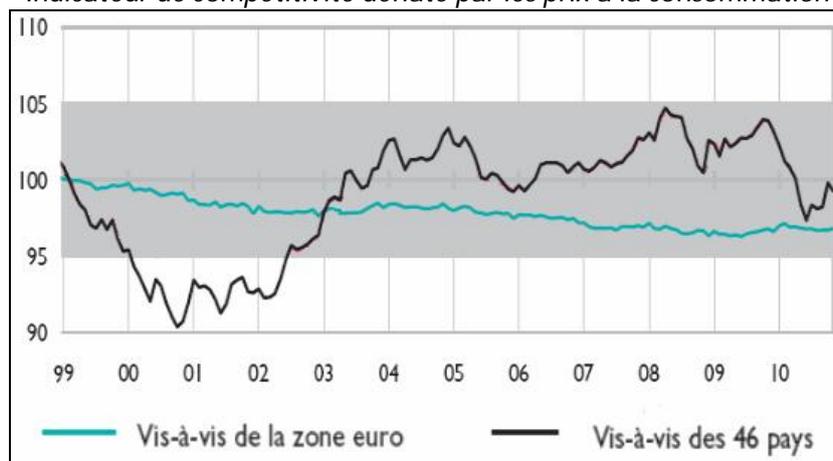
1998 = 100 - Source : Flash n°198, Natixis, 27 avril 2010

La comparaison entre la France et l'Allemagne a donné lieu à une controverse statistique d'un intérêt limité dans la mesure où elle s'est focalisée sur des comparaisons en niveau, alors que l'évolution des parts de marché dépend évidemment de l'évolution des coûts ou des prix relatifs. De ce point de vue, personne ne conteste la forte modération salariale qui prévaut en Allemagne depuis près de 10 ans.

Le taux de change de l'euro

A l'intérieur de la zone euro, la compétitivité-prix de la France ne se dégrade pas, et s'améliore même depuis le début des années 2000, selon l'indicateur régulièrement publié par la Banque de France (graphique 4). Sur une base 100 en 1999, cet indicateur de prix relatifs est aujourd'hui à 92, ce qui veut dire que la compétitivité-prix s'est améliorée de 8 %

Graphique 4
Indicateur de compétitivité déflaté par les prix à la consommation



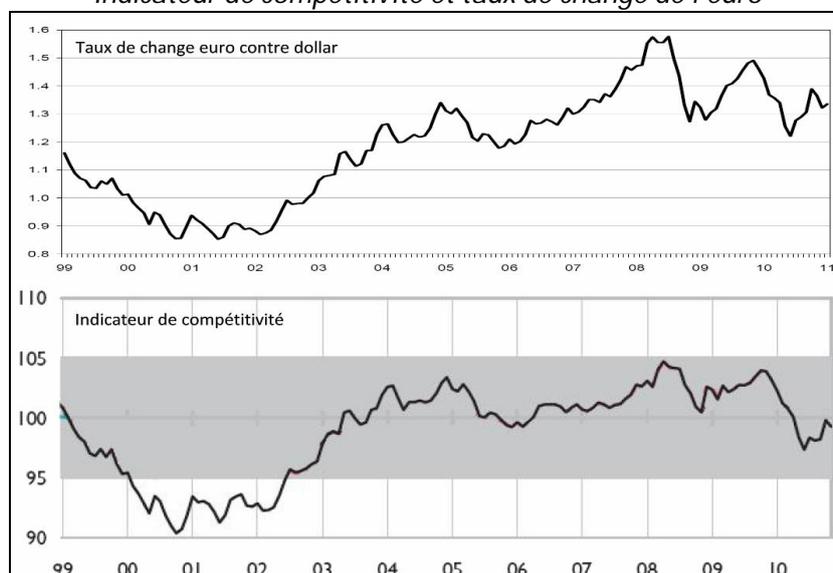
base 100 = 1er trimestre 1999

La compétitivité s'améliore quand l'indicateur baisse

Source : *Bulletin de la Banque de France* n°182, 4ème trimestre 2010

Mais le même indicateur, calculé cette fois sur l'ensemble des pays pris en compte, fait apparaître une nette dégradation dans la première moitié des années 2000. Si l'on rapproche cet indicateur du taux de change entre l'euro et le dollar, on constate une forte corrélation (graphique 5). Entre 2000 et 2005, l'euro se réévalue fortement : il passe de 0,9 à 1,3 dollars soit une progression de plus de 40 %. Dans le même temps, l'indicateur de compétitivité passe de 92 à 103 : les prix français augmentent donc de 12 % par rapport à la concurrence. La montée de l'euro a pesé sur la compétitivité-prix de la France, à laquelle ses exportations sont plus sensibles que celles de l'Allemagne.

Graphique 5
Indicateur de compétitivité et taux de change de l'euro

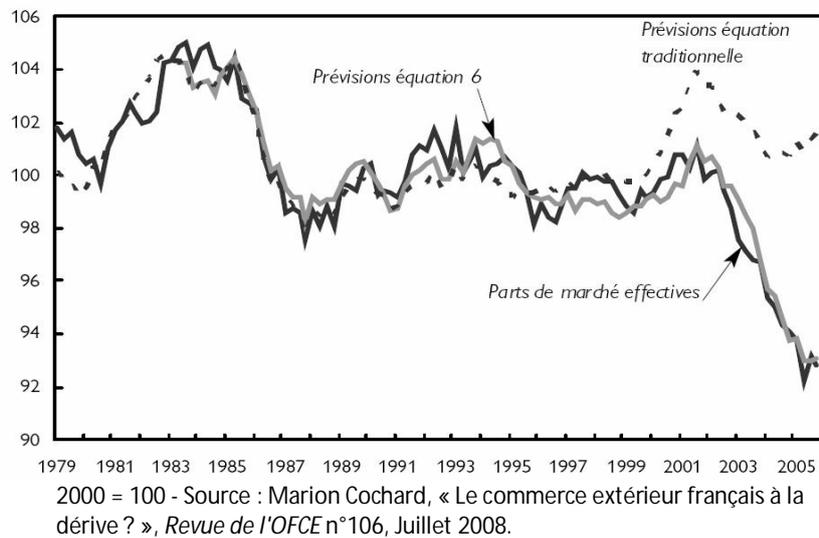


Facteurs structurels

Pour rendre compte de la perte de marchés, il faut introduire d'autres déterminants. Plusieurs tentatives ont été faites en ce sens. Marion Cochard (voir source du graphique 6) introduit deux variables supplémentaires traduisant l'effort de R&D et l'ouverture au marché mondial. Elles permettent de rendre compte de l'inflexion observée au tournant du siècle. Autrement dit, le déficit d'innovation et les effets

mécaniques de l'ouverture (montée des émergents) permettent de simuler la perte observée de parts de marché (graphique 6). Cette dernière ne s'explique donc pas par le recul de la compétitivité-prix mais intégralement par des facteurs d'ordre structurel.

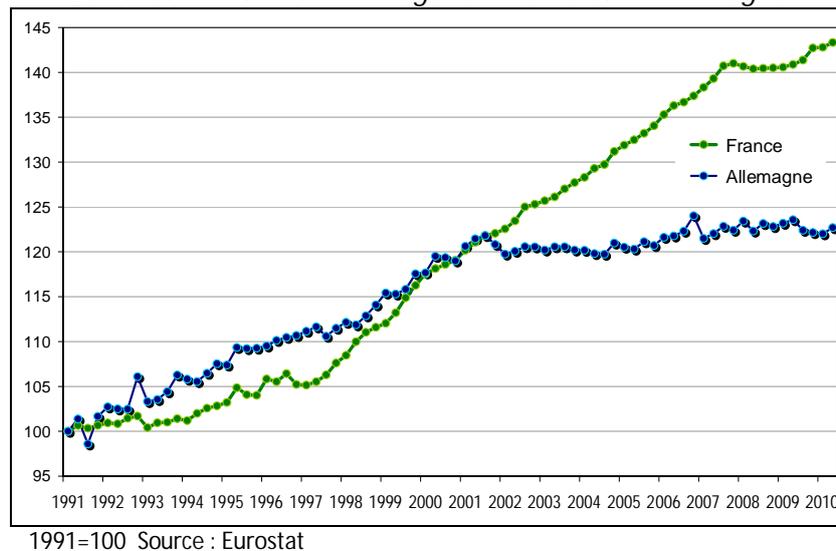
Graphique 6
Parts de marché françaises, effectives et simulées



La structure de la demande

A ces deux facteurs, on peut en ajouter un troisième qui est la structure de la demande. La priorité aux exportations en Allemagne a pour contrepartie un gel de la consommation privée. Entre 1991 et 2001, la consommation avait augmenté dans la même proportion en France et en Allemagne (avec un profil différent). A partir de 2001, les évolutions divergent : la consommation continue à progresser en France alors qu'elle est pratiquement bloquée depuis dix ans en Allemagne (graphique 7). Les effets dépressifs sur les autres pays européens ont été soulignés à plusieurs reprises.

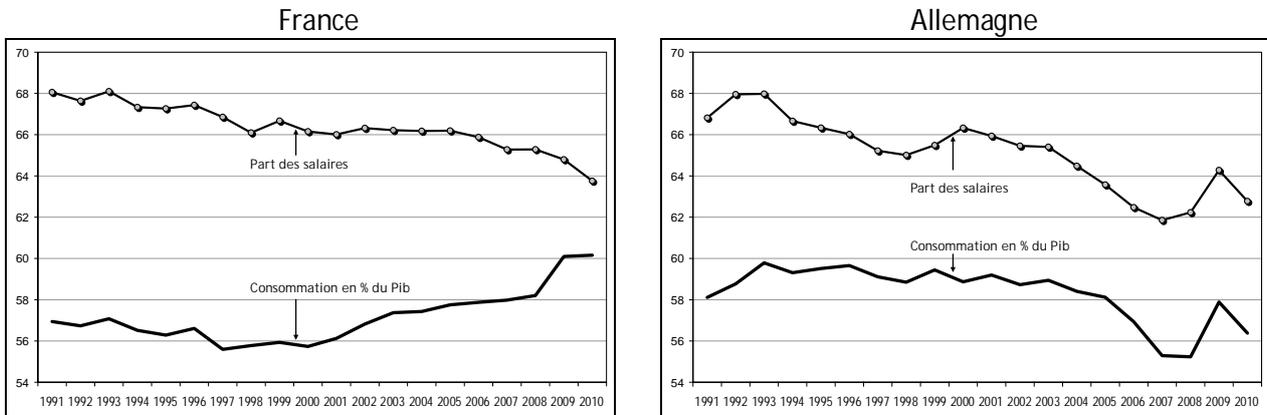
Graphique 7
La consommation des ménages en France et en Allemagne



La contribution de la consommation des ménages à la croissance est donc différente dans les deux pays. En Allemagne, la part de la consommation dans le Pib décline de manière de plus en plus nette. Cette évolution est parfaitement en phase avec la répartition des revenus mesurée par la part des salaires dans le

revenu national. En revanche, dans le cas français, la part de la consommation augmente à partir de 2000, alors que la part des salaires baisse est stabilisée, au moins jusqu'à la crise.

Graphique 8
Consommation et salaires



Source : Commission européenne, base de données Ameco

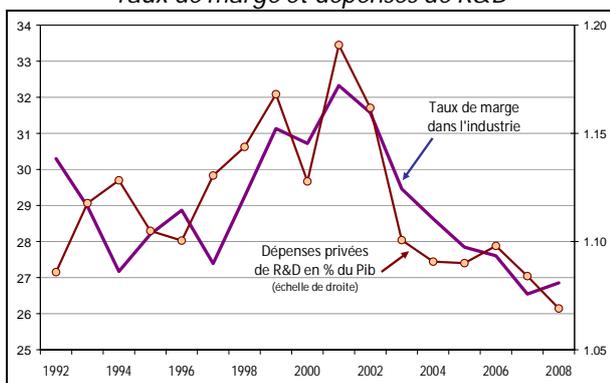
L'effort d'innovation en France

Les chiffres sont connus : en 2009, les dépenses de R&D représentent 2,2 % du PIB en France, contre 2,8 % en Allemagne, et ce différentiel se maintient dans le temps, voire se creuse. L'écart est encore plus important si l'on raisonne sur les sommes consacrées par le secteur privé à la R&D : en 2008, elles sont de 19 milliards de dollars en France contre 40 milliards en Allemagne.

Un des arguments du rapport de Rexecode consiste à dire que l'effort d'innovation des entreprises françaises est bridé par un taux de marge insuffisant. Effectivement, on peut observer une corrélation entre les deux variables : durant la décennie 1990, le taux de marge tend à augmenter dans l'industrie française, et l'effort de R&D progresse. La dernière décennie est caractérisée par un mouvement à la baisse dans les deux cas (graphique 9A). Mais cette même décennie se caractérise également par la progression très rapide de la distribution nette de dividendes, qui passent de 19 % à 28 % de l'EBE des sociétés non financières. En 2008, les dépenses de R&D ne représentent plus que 25 % des dividendes nets versés, contre 35 % durant la seconde moitié des années 1990 (graphique 9B).

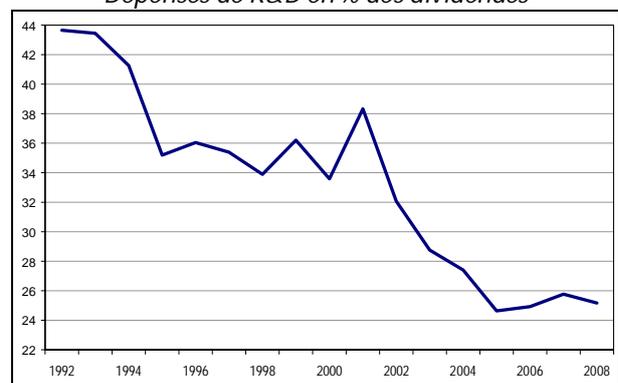
Il existe donc une « préférence pour les actionnaires », qui n'est d'ailleurs pas propre à la France, mais qui conduit à s'interroger sur l'effet d'une baisse du coût du travail sur l'effort d'innovation, compte tenu de ce comportement. La baisse du taux de marge n'a pas en effet empêché que la part des profits distribuée aux actionnaires augmente très fortement.

Graphique 9A
Taux de marge et dépenses de R&D



Source : OCDE

Graphique 9B
Dépenses de R&D en % des dividendes

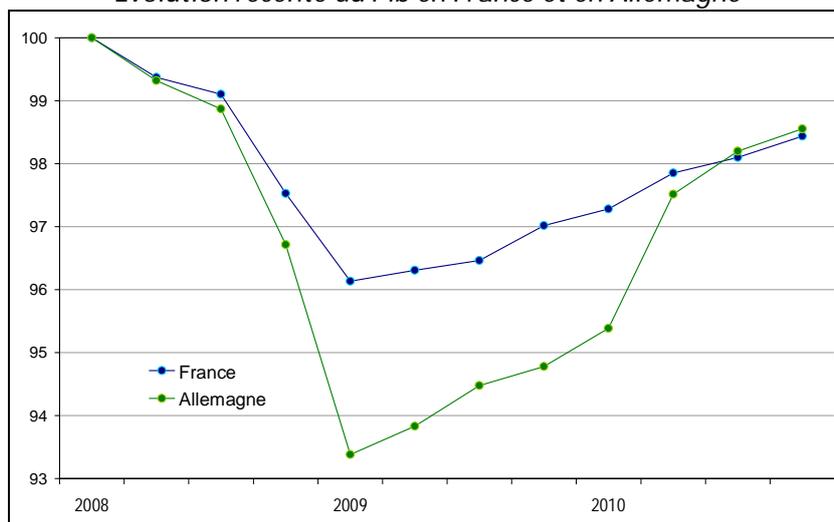


Sources : OCDE, Insee

II. La référence allemande

1. Il faut se garder d'un effet d'optique concernant le taux de croissance enregistré récemment en Allemagne. Son économie a été frappée plus durement par la récession et la vitesse de rattrapage est élevée qu'en France. Mais il s'agit bien d'un rattrapage, et les deux pays se retrouvent encore à un niveau de Pib inférieur de 1,5 point à son maximum d'avant la crise (graphique 10).

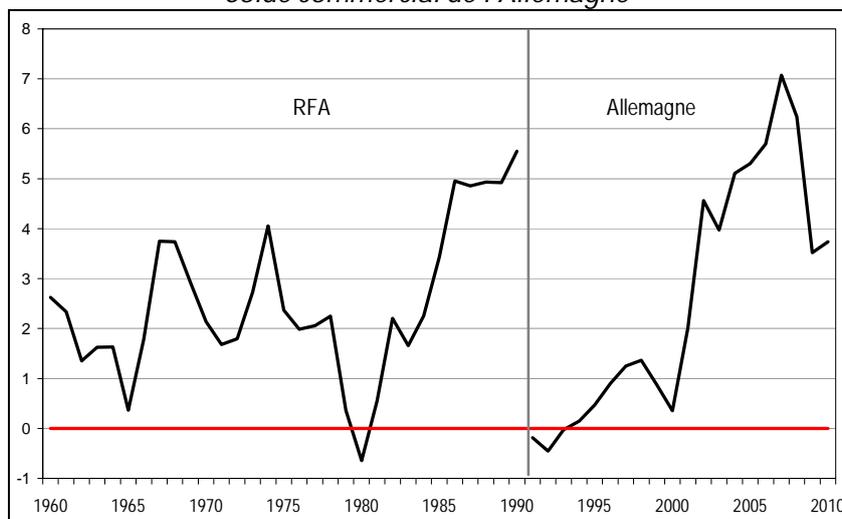
Graphique 10
Evolution récente du Pib en France et en Allemagne



Base 100 au 1er trimestre 2008. Séries désaisonnalisées. Source : OCDE

2. La compréhension du modèle allemand doit reposer sur une vision à long terme. Il faut se rappeler que la réunification de 1991 avait conduit à un recentrage de la croissance sur la demande intérieure et à une quasi-disparition de l'excédent commercial durant les années 1990 (graphique 11). La décennie 2000 peut donc être considérée comme une phase de restauration de la position excédentaire de l'Allemagne. Tout laisse à penser que le mode de croissance qui a permis ce rétablissement sera infléchi au cours de cette décennie.

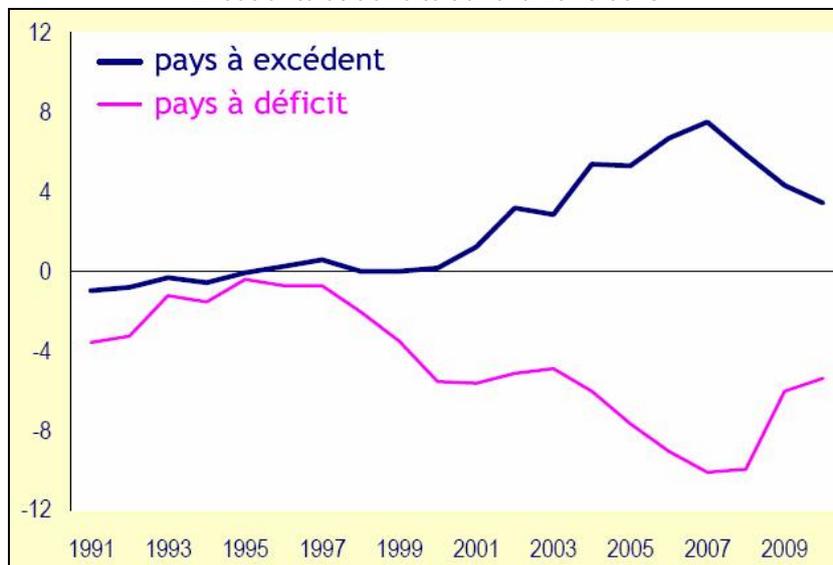
Graphique 11
Solde commercial de l'Allemagne



En % du Pib. Source : Commission européenne, base de données Ameco

3. L'Union européenne est polarisée en deux groupes de pays selon qu'ils enregistrent un excédent structurel de leur balance courante ou un déficit (voir graphique 12). L'objectif visant à ce que chacun de ces pays tende vers un équilibre de sa balance courante ne pourrait être atteint que par un ralentissement de leur économie qui aurait un effet récessif sur l'ensemble de l'économie européenne.

Graphique 12
Excédents et déficits dans la zone euro



Pays à excédent : Allemagne, Luxembourg, Pays-Bas, Autriche, Finlande

Pays à déficit : Irlande, Grèce, Espagne, Chypre, Portugal

Source : "The impact of the global crisis on competitiveness",

Quarterly Report on the Euro Area n°1, 2010, <http://gesd.free.fr/qrea110.pdf>

Or, l'Allemagne dépend beaucoup plus de l'Europe qu'on ne le pense. En 2007, elle y réalise 63 % de ses exportations mais seulement 58 % de ses importations. L'excédent de l'Allemagne provient essentiellement (à 83 %) de ses échanges intra-européens (tableau 1). Et, à l'intérieur de l'Europe à 27, les pays hors zone euro représentent plus de la moitié du solde européen. Les 1329 milliards de dollars d'exportations de l'Allemagne ont dégagé un excédent commercial de 270 milliards de dollars qui se répartissent ainsi : 145 sur la zone euro, 79 sur l'Europe hors zone euro, et 45 sur le reste du monde.

Tableau 1

Structure du commerce extérieur allemand en 2007

| | Zone Euro | UE 27 hors Zone Euro | UE27 | Monde hors UE27 |
|---------|-----------|----------------------|------|-----------------|
| Imports | 38 % | 20 % | 58 % | 42 % |
| Exports | 41 % | 22 % | 63 % | 37 % |
| Solde | 54 % | 29 % | 83 % | 17 % |

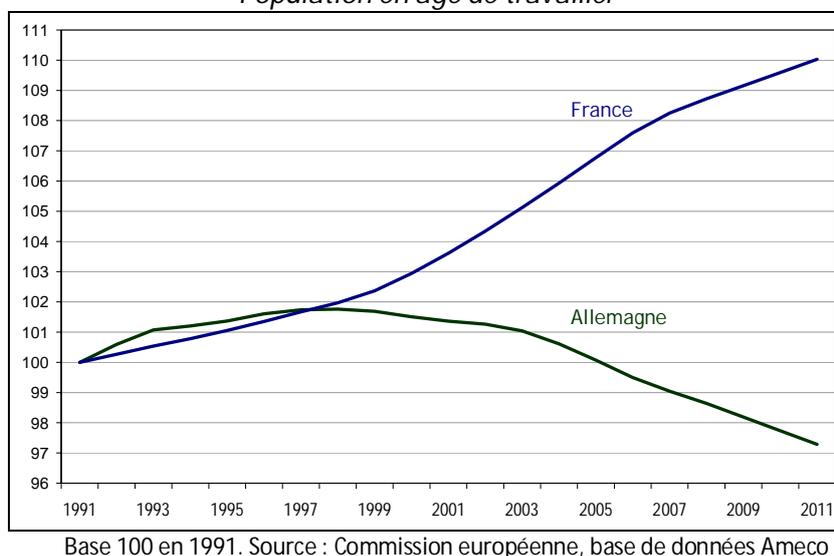
Source : OCDE, International Trade by Commodity Statistics (SITC Revision 3)

Dans ces conditions, l'Allemagne ne peut espérer compenser une trop faible croissance en Europe par le dynamisme de ses exportations vers le reste du monde. Imaginons que sur les 5 prochaines années, les exportations de l'Allemagne continuent à progresser à la même vitesse vers le reste du monde (8,5 % par an) mais que leur rythme de croissance soit divisé par deux en direction de l'Union européenne (4,1 % par an au lieu de 8,2 %). Si par ailleurs la consommation intérieure continue à progresser aussi lentement, alors le PIB n'augmenterait que de 0,9 % par an.

4. L'Allemagne est sur une trajectoire démographique décroissante (graphique 13) dont les effets se manifestent d'ores et déjà. La réponse des entreprises et des pouvoirs publics a pris la forme d'une spectaculaire rétention d'effectifs. Alors que le PIB reculait de 6,6 % entre le premier trimestre de 2009 et celui de 2008, le taux de chômage n'a pas augmenté. A terme, cela implique des pénuries d'emplois et des

tensions sur le marché du travail qui rendent plausible une progression des salaires. Le vieillissement contribue également à l'augmentation du taux d'épargne des ménages, qui est passé de 9,2 % en 2000 à 11,7 % en 2008.

Graphique 13
Population en âge de travailler



5. Les firmes industrielles allemandes ont un mode d'organisation de la production différent de celui de leurs homologues français. Par exemple, les sites automobiles allemands sont conçus pour pouvoir passer rapidement de la production d'un modèle à l'autre, alors que les entreprises françaises du secteur allouent de manière plus rigide la production d'un modèle à tel ou tel site. La sous-traitance internationale est utilisée plus systématiquement, mais la phase finale d'assemblage se fait en Allemagne, de telle sorte qu'une partie croissante des exportations sont en fait du réexport, contrairement à la France. Pour ne prendre qu'un exemple les exportations de Logan sont des exportations roumaines.

La part des réexportations directes dans le total des exportations allemandes vers l'Union européenne est en augmentation constante et atteint 22,8 % en 2006 (tableau 2). Dans le cas de la France, le taux de réexport n'est connu que sur l'ensemble du monde et stagne à un niveau bien inférieur. Les auteurs de l'étude notent que « sur les 1,2 point de parts de marché intra-EU gagnés par l'Allemagne entre 2000 et 2006, les deux tiers (0,8 point) reflètent une hausse des réexports directs vers l'UE, ce qui n'a pas grand-chose à voir avec la compétitivité coûts du travail ».

Tableau 2
Parts de marché à l'exportation et réexports directs

| | Allemagne | | France | |
|---|-----------|-------|--------|-------|
| | 2000 | 2006 | 2000 | 2006 |
| Exports intra UE (Mds EUR) | 371 | 630 | na | na |
| Part de marché intra UE | 21.6% | 22.8% | 12.7% | 10.5% |
| Réexports directs - intra UE (Mds EUR) | 61 | 120 | na | na |
| Réexports directs - intra UE (% exports intra UE) | 16.6% | 19.1% | na | na |
| Réexports directs - intra UE (% marché intra UE) | 3.6% | 4.4% | na | na |
| Exports monde (Mds EUR) | 671 | 1,030 | 381 | 451 |
| Part de marché monde | 8.6% | 9.2% | 5.1% | 4.1% |
| Réexports directs Monde (Mds EUR) | 94 | 167 | 24 | 22 |
| Réexports directs Monde (% exports Monde) | 14.0% | 16.2% | 6.2% | 4.8% |
| Réexports directs Monde (% marché Monde) | 1.2% | 1.5% | 0.3% | 0.2% |

Source : Flash n°198, Natixis, 27 avril 2010

Ce phénomène peut être repéré par le recours plus important en Allemagne aux consommations intermédiaires industrielles importées, et par la baisse du prix relatif de ces dernières. Le résultat est une évolution très différente, en France et en Allemagne, du prix relatif de l'industrie, quand on le mesure au niveau de la valeur ajoutée (voir annexe).

6. Les raisons de la performance allemande ne se réduisent donc pas à la modération salariale et ne peuvent être facilement reproduits. L'Allemagne est moins sensible à la compétitivité-prix (c'est l'exemple classique d'un pays *price maker*) en raison de la qualité de ses produits, de leur adaptation à la demande et de leur positionnement sur le haut de gamme. L'appareil industriel allemand s'appuie sur des entreprises moyennes plus souvent dynamiques à l'exportation et sur une structuration plus dense du tissu industriel au niveau territorial.

III. Baisser le coût du travail ?

Si la perte de compétitivité est liée à un coût du travail excessif, il faut donc baisser ce dernier. Rexecode propose ainsi « une baisse de 5 à 10 % des coûts de production pour l'industrie sur notre territoire par une mesure de réduction des charges pesant sur le travail, financièrement compensée autant que possible par une réduction significative des dépenses publiques ». D'autres propositions portent sur le basculement d'une partie des cotisations sociales sur la TVA, à l'instar de la mesure prise en Allemagne. Il y a beaucoup d'arguments pour dire que cette voie ne peut répondre au défi de la compétitivité.

1. Si la perte des parts de marché n'est pas liée au coût du travail, rien ne garantit que le surcroît de marge sera utilisée de manière adéquate et non, par exemple, à augmenter les dividendes.

2. Il n'est pas possible de cibler les allègements sur le secteur exposé à la concurrence internationale. Un rapport non publié de 2006 avait déjà souligné que les allègements bénéficiaient pour l'essentiel à des activités tertiaires, notamment la grande distribution, non soumises directement à la concurrence internationale pour lesquelles ils constituaient un véritable effet d'aubaine (voir *Liaisons sociales quotidien* du 4 septembre 2006 <http://gesd.free.fr/ls14696.pdf>). Dans le même temps, les industries manufacturières plus directement exposées à la concurrence internationale et au risque de délocalisation ont au final peu bénéficié des exonérations.

3. Parmi les raisons des moindres performances à l'exportation des PME, les conditions financières qui leur sont faites introduisent une contrainte de crédit qui constitue un obstacle sans doute aussi important que le coût du travail. Du reste les PME exportatrices versent des salaires supérieurs de 16 % à la moyenne.

4. La période actuelle n'est sans doute pas la plus appropriée pour introduire de nouvelles charges sur les finances publiques, ou réduire la demande intérieure par une augmentation de la TVA. Le récent rapport de la Cour de comptes propose par exemple un « alignement de la situation française sur celle qui prévaut en Allemagne s'agissant du taux réduit » de TVA qui se traduirait par « des recettes budgétaires supplémentaires de 15 milliards d'euros ». Un tel alignement se traduirait aussi par une baisse équivalente du pouvoir d'achat et, compte tenu des secteurs concernés (produits alimentaires, restauration, nourriture du bétail, engrais, livres, appareillages destinés aux handicapés et aux diabétiques, transports de voyageurs, travaux d'amélioration, de transformation, d'aménagement et d'entretien des logements) on voit mal quel effet cette mesure pourrait avoir sur les secteurs réellement exposés à la concurrence internationale.

IV. Remettre en cause le modèle social ?

Programmer de nouveaux allègements de cotisations dans un contexte durable d'austérité budgétaire est une option qui concerne l'ensemble de l'Europe. Elle se heurte à plusieurs objections.

1. La régression sociale. Les modèles sociaux nationaux sont à des degrés divers remis en cause et c'est sans doute l'Allemagne où ce processus suit la pente la plus rapide. On est donc loin du « capitalisme rhénan » qui servait autrefois de référence. Mais ses implications doivent être soulignées : parmi les grands pays européens, l'Allemagne est sans doute celui où la pauvreté laborieuse et le travail à temps partiel ont le plus progressé. Le dumping social est un puits sans fond : après s'être aligné sur l'Allemagne, faudra-t-il le faire sur la Chine ?

2. La récession économique. Le pari est le suivant : les ressources qui seront retirées au financement du modèle social seront utilisées à l'investissement, à l'innovation, et permettront ainsi de garantir la dynamique de l'emploi et la réindustrialisation. Mais rien ne garantit ce transfert vertueux. De plus, ses conséquences positives ne pourraient se manifester qu'à moyen-long terme, alors que ses effets récessifs seraient immédiats.

3. La spirale non-coopérative. En engageant un processus généralisé de désinflation compétitive à l'ensemble de l'Europe, on tourne le dos au projet d'un ensemble européen cohérent et on accentue la divergence entre les trajectoires nationales qui était déjà apparue avant l'éclatement de la crise.

4. L'alternative consiste à refonder la logique de la construction européenne en s'appuyant sur les avantages compétitifs qui découlent de la qualification de la main-d'œuvre et de l'innovation des entreprises. Il y a cela deux conditions qui impliquent une rupture avec les tendances qui ont conduit à la crise. La première est de revenir sur la « préférence pour la finance » qui consiste à transférer aux actionnaires la majeure partie de l'amélioration des taux de marge fondée sur la compression salariale. La seconde est de donner à l'Europe les moyens de sa cohésion, à travers l'élargissement du budget européen, l'harmonisation (vers le haut) de la fiscalité sur le capital, et la valorisation de ses atouts qualitatifs.

5. Enfin, le commerce extérieur européen est tendanciellement équilibré. Une croissance tirée par la demande des pays émergents est destinée à s'épuiser dans la mesure où ceux-ci auront tendance à recentrer leur croissance sur la demande intérieure au profit de leur production industrielle nationale. La perspective doit donc être une nouvelle division internationale plus coopérative fondée notamment sur les transferts technologiques nécessaires pour accompagner la lutte contre le réchauffement climatique à l'échelle de la planète.

Annexe 1 La diffusion des gains de productivité industriels

Dans les deux pays, la productivité du travail augmente plus vite dans l'industrie manufacturière (tableau 3). Mais cette différence ne se retrouve pas dans les prix relatifs en Allemagne, alors que c'est le cas en France. D'où ce premier constat : alors que les gains de productivité de l'industrie française sont diffusés dans l'ensemble de l'économie par le jeu des prix relatifs, l'industrie allemande conserve le bénéfice des siens. Elle peut donc, à la fois, verser des salaires qui augmentent plus vite que la moyenne (+7 %) tout en augmentant son taux de marge plus vite que la moyenne puisque l'indicateur de taux de marge relatif (1/1-taux de marge) progresse de 10 %. Au contraire, le salaire moyen et le taux de marge évoluent dans l'industrie manufacturière de la même manière que dans l'ensemble de l'économie.

Tableau 3

L'industrie manufacturière par rapport à l'ensemble de l'économie

| | France | Allemagne |
|-------------------------------------|--------|-----------|
| Productivité relative | +13 % | + 16 % |
| Prix relatif | -18 % | - 2 % |
| Salaire relatif | 0 % | + 7 % |
| Indicateur de taux de marge relatif | 0 % | +10 % |

Evolutions 2000-2007 - Source : OCDE, base de données Stan

Références

Broyer Sylvain et Costa Brunner (2010), « L'évolution récente des parts de marché intra-UE n'a rien à voir avec la compétitivité coûts », *Flash* n°198, Natixis, 27 avril, <http://gesd.free.fr/flas0193.pdf>

Cochard Marion (2008), « Le commerce extérieur français à la dérive ? », *Revue de l'OFCE* n°106, Juillet, <http://gesd.free.fr/marion.pdf>

CAE (2006), *Évolution récente du commerce extérieur français*, rapport n°64, <http://hussonet.free.fr/cae64.pdf>

CAE (2007), *Mondialisation : les atouts de la France*, rapport n°71, <http://hussonet.free.fr/cae71.pdf>

CAE (2008), *Performances à l'exportation de la France et de l'Allemagne*, rapport n°81, <http://gesd.free.fr/fonta8.pdf>

COE-Rexecode (2011), *Mettre un terme à la divergence de compétitivité entre la France et l'Allemagne*, <http://gesd.free.fr/rexecod1.pdf>

European Commission (2010), "The impact of the global crisis on competitiveness", *Quarterly Report on the Euro Area* n°1, <http://gesd.free.fr/qrea110.pdf>

Lallement Rémi (2010), « Le régime allemand de croissance tirée par l'exportation : entre succès et remise en cause », document de travail, CAS, <http://gesd.free.fr/lalmen10.pdf>

Lechevalier Arnaud (2011), La perte de compétitivité de la France par rapport à l'Allemagne : une affaire de coûts du travail ? blog Alternatives économiques, <http://gesd.free.fr/alache10.pdf>